

# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Avant-propos</b> .....	7
LOUISE FROMONT et ARNAUD VAN WAEYENBERGE	
<b>L’invocation du droit de l’Union européenne devant les cours et tribunaux de l’ordre judiciaire belge : potentialités et limites</b> .....	11
NICOLAS CARIAT et JÉRÉMIE VAN MEERBEECK	
Introduction .....	12
<b>Section 1.</b> L’application (d’office) du droit de l’Union par les juridictions judiciaires.....	15
<b>§ 1.</b> Méthodes et critères permettant d’établir (ou non) le rattachement d’une situation particulière avec le droit de l’Union .....	18
<b>a)</b> Le rattachement d’une situation au droit de l’Union par le biais du droit dérivé .....	18
<b>b)</b> Le rattachement d’une situation au droit de l’Union par le biais du droit primaire .....	27
<b>§ 2.</b> La juridiction chargée de trancher la question de l’applicabilité du droit de l’Union à une situation particulière..	33
<b>a)</b> Il incombe au juge national de trancher la question du rattachement de la situation qui lui est soumise avec le droit de l’Union.....	33
<b>b)</b> Le juge national peut interroger la Cour de justice par le biais d’une question préjudicielle en interprétation .....	35
<b>c)</b> La compétence de la Cour de justice dépend elle-même (dans une large mesure) de l’applicabilité du droit de l’Union à la situation sous examen.....	38
<b>§ 3.</b> Conclusion intermédiaire quant à l’applicabilité du droit de l’Union .....	41

<b>Section 2.</b> L'interprétation du droit de l'Union par les juridictions judiciaires.....	42
§ 1. Les juridictions dont les décisions sont susceptibles d'un recours.....	43
a) Les principes applicables au recours préjudiciel .....	43
b) Quelques cas d'application.....	45
§ 2. La Cour de cassation .....	48
<b>Section 3.</b> Les effets potentiels du droit de l'Union sur le litige.....	51
§ 1. L'obligation d'interprétation conforme.....	53
a) Les principes de l'interprétation conforme.....	53
b) Quelques cas d'application du principe d'interprétation conforme.....	57
§ 2. Le conflit entre le droit interne et le droit de l'Union .....	64
a) La jurisprudence de la Cour de cassation .....	65
b) La jurisprudence des juridictions de fond .....	69
Conclusion .....	76

## **Accès des particuliers à la justice dans l'Union européenne : vers une « Union de droit » .....**

**LOUISE FROMONT et ARNAUD VAN WAEYENBERGE**

Introduction .....	80
<b>Section 1.</b> Les recours en annulation des particuliers, sociétés et associations .....	82
§ 1. Les conditions de recevabilité du recours en annulation .....	83
a) Les conditions de délai .....	83
b) Les actes susceptibles de recours .....	86
i. L'imputation de l'acte à une institution, un organe ou un organisme de l'Union.....	87
ii. La nature de l'acte .....	89
c) La qualité des requérants .....	92
i. L'existence d'une personnalité juridique .....	93
ii. L'intérêt à agir .....	94
iii. La qualité pour agir .....	97
§ 2. L'introduction et le jugement du recours en annulation.....	107
a) La juridiction compétente .....	107
b) Les moyens d'annulation.....	108
i. Les moyens d'ordre public .....	108
ii. Les moyens devant être soulevés par le requérant.....	110
c) Les effets d'un arrêt d'annulation .....	111

<b>Section 2.</b>	Les recours en indemnité.....	113
§ 1.	La responsabilité contractuelle .....	114
a)	La compétence de la Cour de justice.....	114
b)	Le droit applicable.....	115
§ 2.	La responsabilité extracontractuelle .....	115
a)	L' <i>imputation</i> de la responsabilité.....	117
i.	Actes des institutions .....	118
ii.	Actes des agents des institutions.....	119
iii.	Actes des États membres mettant en œuvre le droit de l'Union européenne .....	120
b)	Les conditions de <i>recevabilité</i> du recours en indemnité .....	121
c)	Les conditions d' <i>engagement</i> de la responsabilité .....	122
i.	Le fait générateur .....	123
ii.	Le dommage .....	126
iii.	Un lien de causalité suffisamment étroit entre les deux.....	128
d)	La responsabilité sans faute – un principe admis par la Cour mais jamais consacré.....	129
Conclusion	.....	133

## **Le Médiateur européen dans les enquêtes en matière de droit de la concurrence.....**

**MARTÍN MARTÍNEZ NAVARRO**

Introduction	.....	136
<b>Section 1.</b>	Le contrôle du Médiateur de l'appréciation par la Commission du fond .....	137
§ 1.	L'absence d'intérêt suffisant de l'Union et l'existence d'une marge de discrétion.....	140
§ 2.	L'absence de violation ou de probabilité suffisante de violation des règles de la concurrence.....	143
§ 3.	L'absence d'effets appréciables sur les échanges entre États membres.....	151
§ 4.	L'octroi d'exemptions en vertu de l'article 101, paragraphe 3, TFUE.....	154
<b>Section 2.</b>	Le contrôle du Médiateur sur des aspects procéduraux ...	155
§ 1.	L'absence de décision et les retards dans le traitement des plaintes .....	155
§ 2.	Les droits de la défense et le traitement de la plainte selon les principes de bonne administration.....	159

§ 3. Le conflit d'intérêts et le devoir d'impartialité .....	163
§ 4. La transparence, l'accès aux documents et l'accès au dossier .....	168
Conclusion .....	172

**La protection juridictionnelle offerte par le droit de l'Union européenne en matière de gel d'avoirs : une œuvre inachevée ? .....** 177

ANTHONY RIZZO

**Section 1.** Introduction.....178

**Section 2.** L'action normative du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme : les sanctions ciblées et la résolution 1373 (2001).....181

- § 1. Le régime de sanctions contre Al Qaida et l'EIL : prévenir le terrorisme et son financement par des mesures ciblées .....181
- a) La naissance et l'évolution du régime de sanctions : des Talibans à l'EIL .....181
  - b) Le gel d'avoirs des personnes ou entités associées à Al-Qaida ou à l'EIL : une immobilisation complète du patrimoine non limitée *a priori* dans le temps .....187

- § 2. La résolution 1373 du 28 septembre 2001 : une action rapide face à la menace terroriste.....190
- a) Imposer la lutte contre le terrorisme et son financement à tous les États, qu'ils le veuillent ou non .....190
  - b) Prévenir le financement du terrorisme en gelant les avoirs des terroristes et de ceux qui les soutiennent dans le respect des droits de l'homme .....192

**Section 3.** La mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité par l'Union européenne.....196

- § 1. Les sanctions ciblées contre AL QAIDA et l'EIL : un rôle central pour la Commission .....196
- § 2. La mise en œuvre de la Résolution 1373 (2001) : une procédure collaborative mise en œuvre par la Conseil.....200

**Section 4.** Quel contrôle juridictionnel et quels droits en matière de gel au sein de l'Union européenne ?.....208

- § 1. Contrôler la conformité des actes européens d'exécution avec les droits fondamentaux est obligatoire et ne porte pas atteinte à l'autorité des résolutions du Conseil de sécurité .....209
- § 2. Des droits identiques mais un standard de protection distinct ?.....213

a)	Une restriction importante aux droits de la défense et à une protection juridictionnelle effective et quelques doutes.....	214
b)	Pour être effectif le contrôle du juge doit porter sur l'appréciation des faits et les circonstances invoqués par l'autorité compétente. . . . .	222
§ 3.	Le gel d'avoirs ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit de propriété même si.....	224
<b>Section 5.</b>	<b>Conclusion : une Cour de justice courageuse mais pas téméraire.....</b>	<b>226</b>

## **De l'usage de l'article 6 CEDH face aux autorités administratives indépendantes dotées d'un pouvoir de sanction.....**

**NICOLAS JONCHERAY**

<b>Section 1.</b>	Introduction.....	232
<b>Section 2.</b>	La notion autonome de sanction pénale, une appréciation évolutive .....	235
§ 1.	Des critères simples .....	235
§ 2.	D'application parfois complexe pour la Cour européenne des droits de l'Homme.....	236
<b>Section 3.</b>	Les difficultés en matière de droit économique répressif dans l'ordre juridique européen .....	238
§ 1.	Difficulté spécifique au droit administratif répressif.....	238
§ 2.	Difficulté découlant de l'ordre juridique européen.....	241
<b>Section 4.</b>	Opportunités contentieuses en matière de droit administratif répressif.....	246
§ 1.	Le respect du principe d'impartialité .....	246
a)	Séparation des fonctions d'instruction et de jugement.....	246
b)	Saisine d'office et préjugement.....	249
c)	Sanctions successives.....	251
d)	Impartialité de l'enquête et régulation sectorielle .....	252
§ 2.	Les autres pistes à explorer .....	254
a)	L'étendue du contrôle juridictionnel.....	254
b)	Protocole 7 à la CEDH et sanctions administratives.....	255
<b>Section 5.</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>256</b>